

61^e ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION DU 1^{er} NOVEMBREQue reste-t-il
du serment de 1954 ?

61 ans après le déclenchement de la glorieuse guerre de Libération nationale dont on célèbre, aujourd'hui, l'anniversaire, l'on est encore et encore à s'interroger sur le message de novembre 1954 qui, pour beaucoup, reste encore un simple vœu pieux de cette poignée d'hommes hors pair qui avaient «forcé le destin» et obligé la France, alors 4^e puissance mondiale, à plier l'échine, certes après un lourd sacrifice humain, sept ans plus tard.

M. Kebci - Alger (Le Soir)
- A plus forte raison que l'anniversaire, cette année de cette mémorable épopée, intervient dans un contexte politico-économique des plus tendus marqué par une crise financière dont les prémices et les indicateurs sont tout simplement inquiétants, doublé d'une crise politique tout aussi aiguë en sus d'un contexte géopolitique régional empreint de vives tensions et de dangers à nos longues frontières.

Et si le pouvoir en place fait du bout des lèvres l'aveu de la première, il récuse totalement la seconde, reprochant à l'opposition de trop noircir le tableau et de ne courir qu'après le fameux koursi.

Et beaucoup parmi les acteurs de cette révolution, qui continue encore de nos jours à inspirer beaucoup de peuples colonisés ou opprimés et les générations de l'indépendance qui n'ont donc pas connu les longues nuits coloniales, s'interrogent sur

les bienfaits de cette liberté recouvrée à coups de lourds sacrifices. Et tout ce beau monde n'hésite pas à affirmer qu'elle n'a finalement profité qu'à une poignée de personnes, laissant en rade le gros du peuple et le message de novembre au stade de «simple littérature» tant le «fleuve a été détourné» pour reprendre l'œuvre éponyme du défunt illustre écrivain Rachid Mimouni.

Surtout que ces derniers temps, les langues se délient de plus en plus, avec, notamment, certains acteurs ou témoins de cette épopée qui «livrent», chacun ses «vérités» non sans accusation à l'encontre de camarades de combat d'hier.

Ce qui n'est pas fait pour encourager les générations postindépendance à se tourner vers ce pan de l'histoire toute récente de notre pays. Et de tous ces constats, celui fait par la secrétaire générale du Parti des travailleurs est des plus sévère, elle qui



Photo : DR

accuse certains cercles au sein du pouvoir de permettre au colon d'hier, sorti par la porte, de revenir par la fenêtre. «Il y a une recolonisation sans frais, à travers des facilités, des prêts, des contrats. De plus en plus, l'Algérie ressemble à un protectorat, comme le Sénégal», affirmait, en effet, avant-hier vendredi, Louisa Hanoune qui accuse certains responsables de tout faire pour «sauver des sociétés françaises à travers certaines lois adoptées récemment qui leur profitent».

Et de poursuivre son estocade à l'encontre de ces mêmes responsables qui cultivent encore le «complexe du colonisé» vis-à-vis du colon d'hier, mettant cela sur le compte d'«orientations et de

choix politiques». Quant au reste de la classe politique de l'opposition, elle estime que le message de Novembre a été dévoyé et que pour s'y resourcer de nouveau, chacun y va de son initiative. Qui une transition démocratique, qui un consensus national rompu au lendemain du recouvrement de l'indépendance qu'il s'agit donc de reconstruire,...

Le pouvoir, quant à lui, persiste à penser tout le contraire, continuant à puiser dans la même mémoire de Novembre, sa légitimité que lui conteste justement cette opposition pour laquelle seul le retour à la souveraineté populaire est à même de remettre le «fleuve de Novembre sur sa trajectoire».

M. K.

RECONNAISSANCE DU FAIT COLONIAL FRANÇAIS EN ALGÉRIE

Un dossier clos de part et d'autre ?

En ce 61^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, les commémorations sont tellement discrètes, qu'en exagérant un peu, l'on pourrait croire que tout est fait pour faire oublier que les Algériens se sont soulevés contre la France coloniale.

Ce que l'on a aussi tenté de faire oublier en cette année particulièrement, c'est que d'une revendication, plus ou moins affichée, sous la pression de la société civile d'ailleurs, par le pouvoir algérien de demande de reconnaissance par la France de ses crimes de guerre commis sur notre territoire, nous sommes passés à un silence quasi-total sur cette revendication. Que s'est-il passé dans l'intervalle pour installer ce mutisme ? Des contrats, beaucoup de contrats, et des intérêts pour l'une comme pour l'autre des deux parties : les uns pour continuer à recevoir le soutien français pour pérenniser leur pouvoir et les autres pour sauver leur économie.

«Les Algériens veulent une reconnaissance franche des crimes perpétrés à leur encontre par le colonialisme français.» Ce sont là des propos tenus en octobre 2012 par Cherif Abbas, alors ministre des Moudjahidine, et nous en sommes bien loin, même si pour beaucoup, ce n'étaient là que des propos convenus et que le ministre était dans son rôle et pour certains il faisait semblant de répondre à la demande de cer-

taines associations. A ces demandes, et face à cette pression du côté algérien, il y a bien eu des avancées mais ô combien peu significatives, loin en tout cas d'une condamnation ferme du fait colonial. Avant sa visite d'Etat en Algérie, en décembre 2012, le Président Hollande a fait ce qu'aucun président avant lui n'avait fait : il a reconnu «la répression sanglante de la manifestation algérienne du 17 Octobre 1961 à Paris». Toutefois, à Alger, très peu de temps après, il explicitait : «Je ne viens pas ici faire repentance ou excuses. Je viens dire ce qu'est la vérité, ce qu'est l'histoire...» et se faisant plus précis, il poursuit : «Ce voyage, il est sur l'avenir, il est pour engager une mobilisation de nos deux sociétés...»

Ainsi donc, signifie-t-il, les Algériens ne doivent plus rien attendre de lui. Le propos au double destinataire, l'opinion française, notamment l'extrême droite et la droite et l'opinion algérienne a bien été entendu par les autorités algériennes dans notre pays. Celles-ci semblent, pour ne pas dire sont réellement, tout à fait en phase avec le Président Hollande lorsqu'il s'agit de mettre un terme à la guerre mémorielle et à la fin des revendications de reconnaissance des crimes coloniaux.

Cette occultation du crime colonial est naturellement un enjeu pour le pouvoir français : en ces moments de remontée spectaculaire et qui semble durable de l'extrême droite, il n'est pas dit que Hollande ira jusqu'à reconnaître la responsabilité de la France dans les crimes commis, au risque, s'il le faisait, de se

voir éjecter lors des prochaines échéances électorales. Mais à vrai dire, a-t-il jamais eu la volonté de le faire ? Rien n'est moins sûr.

De volonté y en a-t-il eu du côté algérien pour peser réellement sur le devoir de mémoire et la revendication de reconnaissance ? Si le discours des autorités a été assez fort pendant de longues années (notamment, est-il besoin de le préciser, lors de dates commémoratives), nous ne l'entendons plus aujourd'hui. Mieux encore, les déclarations des dirigeants de tous niveaux étant en ces temps bénis au «comme a dit ou décidé Fakhamatouhou», celui-ci ne se faisant jamais plus entendre sur ce sujet, l'on passe donc à autre chose. François Hollande a bien compris que la page est tournée et que l'Histoire, les excuses, ne font plus partie du discours dominant algérien, en tout cas ne sont plus dans les tablettes des vis-à-vis officiels algériens. D'un côté comme de l'autre, l'on s'attelle à faire «la promotion du retour triomphal» de la France en Algérie. Usine Renault, contrats chemin de fer, métro, gestion de l'eau, neuf accords tout récemment signés à Paris, prochain accord pour l'installation à Oran de Peugeot... Ce qui fait dire aujourd'hui à Louisa Hanoune que «malgré la crise, certains responsables veulent sauver des sociétés françaises». Et dans le même temps, Ali Yahia Abdenour qui s'indigne : «La France est sortie par la porte en 1962 et elle est revenue par la fenêtre.»

Khedidja Baba-Ahmed

BOUTEFLIKA MET FIN
AU SUSPENSE ET ANNONCE
OFFICIELLEMENT :

«Le projet de la révision constitutionnelle sera bientôt rendu public»

Abdelaziz Bouteflika l'a annoncé officiellement : «Le projet de la révision constitutionnelle sera bientôt rendu public.» Cette annonce, faite hier, dans son message à la nation, à l'occasion du 61^e anniversaire de la Révolution du 1^{er} Novembre, met définitivement fin au suspense entretenu autour de cette affaire de la révision de la Constitution.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Bouteflika confirme, ce disant, que le processus institutionnel de cette révision est désormais enclenché, avec, très prochainement, une réunion spéciale du Conseil des ministres, puis la convocation du Parlement et, enfin, fort probablement, un référendum. «Le front de Ammar Saâdani est prévu pour cette seule mission», nous confie une source sûre. Bouteflika, qui a reçu la copie finale, revue et corrigée par le groupe des Sept (Ouyahia, Sellal, Gaïd Sallah, Bessaïeh, Medelci, Belaïz et Tayeb Louh), groupe qui a «refait le travail» après le départ du général Toufik, annonce même quelques détails. «Beaucoup de réalisations ont déjà été concrétisées (depuis 1999, ndlr), mais d'autres restent à consolider ou à parachever, y compris dans les domaines politique et de la gouvernance, et le projet de révision constitutionnelle qui sera bientôt rendu public, se projette dans cette direction».

Le projet ayant fait, pour rappel, l'objet de trois rounds de consultations nationales, sous la conduite respective de Abdelkader Bensalah en 2011, Abdelmalek Sellal en 2013 et Ahmed Ouyahia en 2014, Bouteflika fera des «révélation» ciblées, histoire de montrer qu'il a tenu compte des propositions des «consultés». «Il en est ainsi, écrit-il, de l'aspiration que ce projet reflète, à consolider l'unité nationale autour de notre histoire, de notre identité et de nos valeurs spirituelles et civilisationnelles. Il en est de même, poursuit Bouteflika, de la volonté qu'il incarne de promouvoir la place et le rôle de la jeunesse face aux défis du millénaire. Il en est de même également à travers les garanties nouvelles que ce projet de révision propose, pour conforter le respect des droits et libertés des citoyens ainsi que l'indépendance de la justice.» En direction de l'opposition, Bouteflika réservera ce passage. «La même approche guide aussi l'approfondissement de la séparation et de la complémentarité des pouvoirs, en même temps que l'opposition parlementaire sera dotée des moyens d'assumer un rôle plus actif, y compris par la saisine du Conseil constitutionnel.» Toujours à l'adresse de l'opposition, il y aura même cette grande surprise : «Enfin, ajoutera en effet Bouteflika, la dynamisation des institutions constitutionnelles de contrôle, tout comme la mise en place d'un mécanisme indépendant de surveillance des élections, participent d'une même volonté d'affirmer et de garantir la transparence dans tout ce qui est relatif aux grands enjeux économiques, juridiques et politiques dans la vie nationale.» Revendication fondamentale de tous les acteurs sérieux de l'opposition, la mise en place d'une instance indépendante de surveillance des élections a toujours été rejetée par le pouvoir, Bouteflika en particulier. Un peu comme la justice, l'administration et les services de sécurité, la gestion des élections est un vrai instrument de pouvoir, une arme qui garantit la pérennité du système, en toutes circonstances. Bouteflika est-il enfin prêt à concéder cet atout majeur qui lui a permis d'arracher quatre mandats présidentiels en plus du fait de redessiner la carte politique nationale à sa guise ? Il faut vraiment mal connaître l'homme pour se hâter à de telles conclusions angéliques !

Selon une source bien informée, le dispositif dont parle Bouteflika est tout autre. «Il s'agit bel et bien d'un mécanisme indépendant. Mais indépendant par rapport aux partis et autres candidats. L'on ne peut être juge et partie.» Et donc pas par rapport au pouvoir, c'est aussi simple que cela ! Bouteflika, qui n'a jamais caché sa conception de la démocratie, «la plus grosse erreur de l'Algérie indépendante est l'ouverture au pluralisme», disait-il en 2004, a introduit un nouveau concept, depuis hier : «La démocratie apaisée.» Il écrira à cet effet : «J'espère que cette révision constitutionnelle contribuera à l'affirmation d'une démocratie plus apaisée dans tous les domaines, ainsi qu'à davantage d'épanouissement des énergies des acteurs politiques, économiques et sociaux du pays, au service des intérêts de notre peuple, le peuple qui est la source exclusive de la démocratie et de la légitimité, le peuple qui est le seul arbitre souverain de l'alternance au pouvoir.» Comme cela a été le cas en 1999, 2004, 2009 et 2014...

K. A.